

Les PME en Méditerranée : financement et opportunités

AFKAR/IDEES

Le financement est l'un des principaux obstacles rencontrés lorsqu'on monte une affaire, à cause, entre autres, du sous-développement du système bancaire conventionnel

Le commerce, l'hôtellerie, la banque, les TIC, le 'CleanTech', le tourisme et les infrastructures sont parmi les secteurs avec des perspectives de croissance les plus grandes

Pour maintenir le taux d'occupation actuel, il sera nécessaire de créer de l'ordre d'un million de nouvelles entreprises (microentreprises et PME) par an

La création d'un espace commun de libre commerce, de mobilité et de prospérité dans la Méditerranée doit faire face aux évidentes différences de niveau de développement socioéconomique entre les deux grands blocs qui constituent la région euroméditerranéenne, où les revenus moyens par habitant varient pratiquement du simple à l'octuple sans possibilité de converger à court ni moyen terme.

Dans le contexte actuel de crise économique généralisée, il semble plus difficile encore d'ignorer l'existence de cette brèche entre les deux rives de la Méditerranée. Si le Nord se soucie de plus en plus de promouvoir un nouveau modèle économique reposant sur la société de la connaissance, ses partenaires du Sud et de l'Est doivent résoudre les problèmes d'une population en croissance et ayant besoin d'accéder à un marché du travail local encore limité, n'offrant pas les perspectives du marché européen. En ce sens, la réduction de la brèche se voit freinée, entre autres, par les faibles niveaux de qualification du capital humain et par l'hétérogénéité entre les pays du Sud, en particulier en termes de législation, de niveaux de formation et de transparence.

La création d'entreprises dans le sud de la Méditerranée en tant que voie pour la génération d'emplois au-

tochtones constitue l'un des enjeux auxquels l'Union pour la Méditerranée peut contribuer de façon concrète, pour ainsi conduire à transformer en réalité l'idée originale d'un espace commun de prospérité et de croissance. Aussi bien les microentreprises que les entrepreneurs et les PME constituent le moteur économique en Méditerranée, puisqu'ils sont à la source de la création et du maintien de l'emploi dans la région. Sans aucun doute, ils devraient faire partie d'une stratégie de développement destinée à encourager l'esprit d'entreprise. On estime que ces groupes sont chaque année à l'origine de 1 500 à 2 000 projets innovateurs en Méditerranée.

Les PME présentent certains avantages en tant que promotrices de l'initiative entrepreneuriale et de la croissance de projets d'entreprises : flexibilité, diversification naturelle, approche à l'échelle des individus. En Méditerranée, ce secteur représente environ 66 % de l'emploi total. De plus, les PME fournissent en général un emploi diversifié, souple et durable pour le tissu économique, car leur capacité de créer des liens locaux est plus grande en raison de leur nature moins corporative, du plus grand poids des modèles de gouvernement basés sur la gestion familiale, et de la plus grande proximité entre les personnes au sein de l'organisation.

Bien qu'en termes de volume, la petite et moyenne entreprise est encore un segment suscitant peu d'investissements directs (elle reçoit environ 8 % de l'investissement direct étranger dans la région, soit près de 19 milliards d'euros au cours de la période 2003-08), ces investissements se répartissent entre un nombre considérable de projets (près de 25 % des projets d'IDE dans la région). Le rôle de la PME entrepreneuriale en tant que génératrice d'IDE est particulièrement important dans des pays comme le Maroc (37 % des projets d'IDE sont générés par des PME) et la Tunisie (45 %). En revanche, en Turquie ou en Algérie, la plupart de l'IDE en projets entrepreneuriaux se concentre sur des grandes entreprises.

En termes d'investissement direct dans le domaine des PME, les pays de l'Union européenne sont ceux qui contribuent davantage, avec plus de 8,6 milliards d'euros, même si les pays de la région MENA constituent également un partenaire important pour le Machrek avec des investissements s'élevant à 2,5 milliards d'euros au cours de la période 2003-08.

En ce qui concerne la destination de l'IDE, quatre pays absorbent 70 % de ces investissements – 23 % pour le Maroc, 21 % pour la Turquie et 12,5 % pour Israël – tandis que l'Algérie est celui qui reçoit le moins d'IDE

Résumé des conclusions du groupe de travail organisé par l'IEMed en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la coopération et le ministère d'Economie.

destiné à la création de PME (3 % du total).

Mécanismes de financement pour les entrepreneurs

L'accès au financement a été décrit comme l'un des problèmes initiaux les plus généralisés dans le déroulement de l'initiative entrepreneuriale.

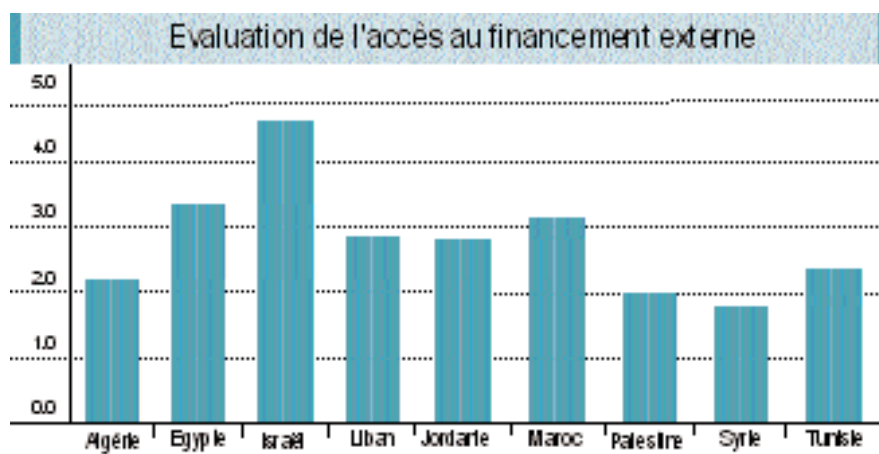
D'après les experts, aussi bien l'argent que les projets existent dans toute la Méditerranée. Cependant, l'argent ne se traduit par aucun projet en raison de l'absence de canaux ou d'instruments adéquats, et les investisseurs n'accèdent pas aux projets car ils en ignorent l'existence. Les instruments tels que les microcrédits, le *factoring*, le *leasing* ou différents types de dette sont rares dans la région, voire inexistantes. Le sous-développement du système bancaire conventionnel, canal de distribution potentiel de ces instruments, rend leur promotion difficile.

Analysons les principales sources de financement pour les initiatives entrepreneuriales en Méditerranée :

■ Capital risque formel

Le capital risque a encore un long chemin à parcourir en Méditerranée. Sur la totalité du capital risque investi dans des pays émergents dans le monde en 2005 et 2006 (59 milliards de dollars), environ 36 milliards étaient destinés à l'Asie, tandis que les 11 pays du MEDA qui reçoivent le plus, ont absorbé un chiffre approximatif de seulement neuf milliards de dollars. En comparaison, sur les 47 milliards de dollars reçus en 2006 et 2007 par la région UE-15, la France à elle seule représentait 7,3 milliards de dollars.

Le capital risque dans la région semble orienté vers l'investissement dans des projets consolidés (projets d'investissement de taille moyenne entre deux et 12 millions d'euros), et il ne couvre pas les investissements aux niveaux inférieurs (jusqu'à deux millions d'euros), ce qui exclut la plupart des initiatives d'entreprises ou de projets à l'échelon des PME.



Source : Rapport sur la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entrepreneuriat. Évaluation 2005 de la politique de l'entreprise. Commission européenne, OCDE, Fondation européenne pour la formation.

En revanche, dans la Méditerranée occidentale, il existe fréquemment des fonds d'investissement destinés à des investissements de faible montant (300 000 à cinq millions d'euros) pour des projets dans des secteurs en croissance comme les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le déficit d'institutions publiques et privées est significatif. La période 2005-07, par exemple, a montré une accélération de l'investissement en capital risque : dans la région, plus de 100 fonds représentant un capital total de 15 milliards de dollars ont été implantés.

■ Capital risque informel

Tout aussi important est le capital risque dit informel (réseaux de *business angels*, *family&friends*), qui n'est pas aussi structuré au sud de la Méditerranée que dans le Nord (qui est à son tour loin du niveau de développement d'autres parties du monde comme les USA).

■ Financement bancaire

Dans les pays du sud de la Méditerranée, le financement d'entreprises à partir de ressources étrangères se produit dans une moins large proportion qu'au Nord. Cela est dû principalement à l'existence d'un secteur bancaire local dominant et peu enclin au financement de nouveaux projets d'entreprises privés autochtones. La transparence bancaire est moindre, l'information sur la solvabilité des entreprises est insuffisante et d'un point de vue juridique, les systèmes de garanties n'offrent pas toujours la même sécurité. Pour toutes ces raisons, les possibilités de financement d'actifs cir-

culants ou d'investissements semblent également plus limitées et les conditions auxquelles sont octroyés les emprunts ou crédits sont fréquemment moins compétitives que sur d'autres marchés.

Opportunités pour l'initiative entrepreneuriale en Méditerranée

Même si le contexte pour l'initiative entrepreneuriale dans le sud de la Méditerranée peut être moins favorable que dans le nord, des opportunités apparaissent. D'une part, la promotion des PME peut s'appuyer sur des regroupements de différents types : associations patronales, associations d'émigrés, associations sectorielles. La stimulation de l'associationnisme peut être un objectif pertinent. L'association peut être un domaine intéressant pour distinguer des niveaux de potentiel parmi ses membres. L'analyse d'un ensemble peut permettre la définition de critères de sélection visant à diminuer le risque des instruments d'appui. D'autre part, il est important d'identifier et d'adapter des modèles d'appui, mais aussi de promouvoir des concepts comme l'éthique et la bonne gouvernance, qui constituent toujours un frein important au développement de la Méditerranée sud.

En ce qui concerne les secteurs, des niches de croissance éventuels ont été identifiés dans les domaines suivants :

■ Commerce et hôtellerie

Le modèle de croissance à travers des franchises est proposé comme une voie intéressante pour le développement d'une activité entrepreneuriale, en raison de son impact satisfaisant sur la création de postes de travail dans les nouvelles entreprises (il est estimé que pour 13 emplois directs générés, 20 emplois sont créés de façon indirecte). L'inconvénient est que probablement, ce type d'affaire n'est pas réellement destiné au développement d'activités à haute valeur ajoutée ou intensives en termes de connaissance. Dans tous les cas, le déploiement des franchises semble actuellement être un bon moteur de l'activité entrepreneuriale dans le sud de la Méditerranée : en 2007, on comptait plus de 700 chaînes de franchises différentes, avec plus de 9 000 établissements de ce type dans l'ensemble des pays du MEDA. Si elle a représenté une voie de croissance satisfaisante dans des pays comme l'Egypte, la Turquie, le Maroc et le Liban, elle pourrait également s'étendre à d'autres pays de la région où leur déploiement ne s'est pas encore produit (Algérie, Tunisie). Les grandes chaînes européennes dans des secteurs comme le textile ou la restauration sont sûrement les principales candidates pour promouvoir ce genre d'initiatives.

■ Banque et services financiers

A l'instar de la plupart des régions émergentes, le sud de la Méditerranée a su attirer des projets dont le caractère est en majorité industriel. En revanche, le secteur des services semble moins développé, tout au moins en termes d'investissement direct. Dans le cas particulier des services financiers, ces dernières années, le flux de projets d'investissements (115 projets sur un total de 11 milliards d'euros en 2007) s'est accru, corrélativement à l'augmentation des privatisations bancaires et à la vente des réseaux de succursales de certaines banques locales. Ceci a suscité l'intérêt des grandes banques internationales et peut avoir un impact positif sur la dynamisation et la modernisation d'un secteur particulièrement nécessaire pour promouvoir l'initiative entrepreneuriale dans la région. La Turquie et l'Egypte ont jusqu'à présent été les

principales destinations des investissements dans ce secteur, suivis à une certaine distance par le Maroc, où le taux de bancarisation est passé à 40 % en 2007 et devrait atteindre 60 % en 2013.

■ Tourisme

Le tourisme constitue l'une des principales sources de revenus de la plupart des pays de la Méditerranée, en particulier l'Egypte (26 % des revenus extérieurs en 2007), le Maroc et la Turquie. C'est un secteur où la croissance des entreprises et les opportunités de coopération existeront toujours à l'avenir, aussi est-il possible d'envisager de nouvelles initiatives entrepreneuriales dans des segments de plus en plus spécialisés et offrant une plus haute valeur ajoutée.

■ Secteurs industriels

Des secteurs comme le textile ou l'automobile possèdent déjà une longue tradition de relocalisation et il existe d'importantes concentrations d'entreprises au Maroc, en Tunisie et en Turquie, pour la plupart des investissements étrangers de grandes multinationales. La relocalisation est à long terme une source de richesse pour le pays qui la promeut et peut être stimulée aussi bien par le pays récepteur que par les différentes institutions de promotion de l'investissement extérieur et les entreprises à l'origine. Dans le cas du textile, une étude estime que pour chaque euro d'investissement transféré à un pays émergent, 1,09 euros supplémentaires sont générés dans le pays d'origine.

■ Technologies de l'information et de la communication

Le sud de la Méditerranée constitue une excellente plate-forme pour le développement de plusieurs services à base technologique liés au secteur des télécommunications et de la téléphonie mobile, entre autres les *call-centers* ou la sous-traitance de certains procès d'entreprises. Les opportunités de croissance des entreprises de services associés à l'usage de la téléphonie mobile semblent également prometteuses.

■ 'CleanTech'

Tous les pays de la Méditerranée sud, et en général le continent africain, sont encore à une distance considérable de l'Europe en matière de conformité environnementale. Ils ont de gros besoins

et un potentiel de développement sectoriel dans le domaine du traitement des eaux et des déchets, ou dans celui des énergies renouvelables.

■ Infrastructures

Le secteur des infrastructures constitue une opportunité de croissance liée au progrès économique de ces pays, où il sera nécessaire de mettre en marche et d'améliorer des hôpitaux, autoroutes, chemins de fer, centrales électriques, ou investissements en *utilités* en général.

Conclusion

A l'avenir, rien que pour respecter les objectifs de maintenance du taux d'occupation actuel, il sera nécessaire de créer environ un million de nouvelles entreprises (micro-entreprises et PME) par an dans le sud de la Méditerranée. Cela signifie l'ajout d'environ 10 millions de PME et micro-entreprises aux 20 ou 25 millions qui existent aujourd'hui, soit une augmentation du parc des entreprises de 25 % à 50 % d'ici à 2025.

Cela est un grand défi, qui exigera le concours de toutes les actions susceptibles de favoriser le développement de l'initiative entrepreneuriale, l'attrait des investissements étrangers et la collaboration entre le Nord et le Sud. Pour atteindre de tels objectifs, il est important de définir des instruments financiers adaptés ou la création de réseaux d'investisseurs et des acteurs de connaissance des entreprises dans cette région. De façon similaire, il est essentiel de bénéficier d'un soutien institutionnel permettant le développement ou l'élargissement des instruments destinés au cofinancement des investissements ainsi que la création d'espaces spécifiques favorisant la croissance entrepreneuriale. A travers ces mesures, associées à une amélioration et une uniformisation des mécanismes de bonne gouvernance, il est possible de promouvoir les PME dans la Méditerranée et de fournir ainsi des emplois diversifiés, flexibles et durables, adaptés au tissu économique. ■